

C'est reparti pour un tour !...

Pour le second tour de l'élection présidentielle, le schéma de 2017 se répète mais avec cette fois 5 ans derrière nous de présidence Macron. Celle-ci a été marquée par une série de violentes attaques contre les travailleurs et travailleuses et en particulier les plus précaires, associées à des mesures en faveur des plus riches, ainsi que par un mépris constant de toute forme de contestation. Les services publics en ressortent profondément affaiblis. C'est le cas du service public d'éducation qui a subi austérité et réformes structurelles visant à renforcer le tri social opéré par l'École. Les salaires réels ont régressé, en particulier dans la Fonction Publique où le point d'indice est resté gelé malgré l'inflation.

Le candidat Macron en 2022 ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et veut aller toujours plus loin dans la casse sociale, notamment en repoussant l'âge de départ à la retraite à 65 ans ou en conditionnant le RSA à un niveau minimal d'activité ou de formation. Dans notre secteur, il veut renforcer encore la place de l'apprentissage et l'ingérence du patronat dans l'enseignement professionnel initial et, à l'école primaire, centrer encore davantage les programmes sur les « fondamentaux ». Par ailleurs, il a évoqué la suppression du

CAPES, une remise en cause des obligations réglementaires de service est prévisible et des menaces pèsent sur le collège unique.

Maintenant que nous nous retrouvons avec Marine Le Pen au deuxième tour, Emmanuel Macron a beau jeu d'appeler à faire barrage à l'extrême droite. La politique qu'il a menée pendant 5 ans a pourtant, justement, envoyé un

nombre toujours croissant d'électoratrices dans les bras de Le Pen. Celle-ci l'a bien compris en jouant à fond la carte de la justice sociale au soir des résultats du premier tour. Alors, bien évidemment, nous ne sommes pas dupes de ce discours et nous affirmons que l'extrême droite est et restera notre ennemie mortelle. **Pas une voix**

ne doit se porter sur sa candidate au deuxième tour. L'élection de Le Pen le 24 avril serait le pire des scénarios pour les travailleuses et travailleurs.

Pour la CGT Educ'action 92, c'est par la lutte que nous pourrions sortir de cette impasse délétère. C'est elle, porteuse d'espoir, rassemblant au-delà des différences individuelles, qui nous permettra de gagner une société plus juste.

Maxime Pouveau, secrétaire général



Un bilan plutôt mitigé

Bilan congrès

Un an après le congrès national en visio, qui n'avait pas permis le niveau habituel de débat et de prise de décisions collectives, ce congrès exceptionnel avait pour enjeu de situer l'organisation sur des questions importantes comme le féminisme ou l'unification. Sur la première question, le congrès a largement validé l'importance de la lutte féministe, inscrite désormais dans les statuts de la CGT Educ'action comme composante essentielle de son activité. Cette décision, sur proposition du SDEN 92, ainsi que les riches débats autour de la question féministe constituent pour nous des éléments très positifs de ce congrès. Sur la question de l'unification, il s'agissait pour nous de ne pas sortir du congrès avec un texte en deçà des positions antérieures mais au contraire d'avancer concrètement vers l'unification en posant la question des structures. Le SDEN 92 portait un amendement en ce sens qui ouvrait le débat. Si celui-ci n'a pas débouché sur un mandat clair pour la direction nationale, il a permis d'écarter l'option qui consiste à ne proposer l'unification qu'au sein de la CGT, ce qui aurait été un obstacle majeur. Notre proposition de création d'une structure provisoire dans laquelle chaque organisation conserverait ses affiliations a en revanche fait du chemin.

Le principal point négatif de ce congrès est l'abandon de la résolution « Faire vivre notre projet d'École avec les personnels ». La commission qui s'est réunie deux soirs n'est pas allée au bout de l'étude des nombreux amendements. Arguant d'un manque de temps, la direction nationale a décidé d'abandonner cette résolution et de remplacer l'étude des amendements par un débat sans vote. C'est peu de dire que la volonté d'aller au bout du processus était faible. Cette décision a pourtant balayé d'un coup le travail d'analyse et d'amendement mené dans les syndicats départementaux sur cette résolution. Pour le SDEN 92, si les leçons de cet échec doivent être tirées, le fonctionnement démocratique de la CGT Educ'action ne doit pas en être totalement bouleversé.

Maxime Pouveau, secrétaire général

Le 10e congrès national : impressions Soleil Levant ?

Impressions de congressistes

Après le faux congrès de Guidel à Nanterre l'année dernière, on a enfin eu le congrès à Guidel, fût-il extraordinaire. Cette fois-ci, direction ma Bretagne natale où 300 militant-es de la CGT Educ'action devaient se réunir pour discuter et voter les textes fondamentaux de notre organisation. Enfin !

À peine réunis dans la salle de congrès, nous avons été plongés dans l'ambiance : le débat sur les modifications statutaires a montré que le combat féministe n'est pas encore gagné dans notre syndicat. En effet, certains souhaitaient remplacer le terme « féministe » (« la CGT est un syndicat [...] féministe ») par des termes qui auraient réduit ce combat à une égalité salariale entre les femmes et les hommes, ou à une lutte contre les discriminations, parmi d'autres. Heureusement qu'une écrasante majorité des congressistes a su porter haut ce changement de statut !

Suite page suivante...

Le débat sur l'unification syndicale de la résolution 2 a été intéressant, d'autant plus que le travail que nous avons réalisé en amont dans le 92, en bureau puis en congrès départemental, permettait de suivre facilement les débats, et que les retours de Samuel qui a défendu nos amendements en commission permettaient de comprendre les enjeux des amendements des autres syndicats.

Par contre, l'abandon de l'étude de la résolution 1, celle qui porte notre projet d'École, a été un terrible échec démocratique et politique. Je ne peux pas accepter que cela ait eu lieu en raison d'un nombre supposément trop important d'amendements. Au-delà du mépris pour le travail accompli, en particulier celui de Maxime, cela pose un problème démocratique qu'il faudra résoudre au plus vite.

Thomas Mazurais (section De Prony/Asnières)

Tant qu'il le faudra!

Militer sur son lieu de travail peut être assez solitaire parfois, peut laisser l'impression que rien ne se passe. Aller en CSD apporte déjà un certain soulagement, quand on rencontre d'autres camarades qui partagent les mêmes idées, qui militent dans le même but. Et forcément, participer à un congrès national le fait plus encore.

Même si la crise du syndicalisme nous inquiète, il faut au moins reconnaître qu'au sein des militant.es, l'envie et la combativité sont là. Assez pour rester assis.e des heures durant

« il y a beaucoup à faire, on continue à se battre »

à suivre un amendement de texte laborieux, assez pour prendre la parole devant une foule d'inconnu.es pour exprimer ses idées, assez pour passer une partie de la nuit en commission et même pour continuer à participer aux travaux quand il s'avère que cette commission ne verra pas son labeur aboutir.

C'est un vrai argument de syndicalisation : l'espoir de la lutte, la joie militante. Malgré de sérieux désaccords et malgré un contexte social et politique plus qu'inquiétant, il semble possible de faire avancer et de changer les choses quand nous sommes réuni.es ainsi pour échanger. Tout le cynisme du monde ne peut nous empêcher de continuer à chercher des solutions, à vouloir construire les revendications et la lutte. Il en ressort les textes, les votes et les décisions prises, sur un seul mot, peut-être, mais qui reflète une position et un changement, qui a un sens bien précis. Ce qui en sort aussi, c'est qu'il y a beaucoup à faire, et qu'on continue à se battre.

C'est peut-être la naïveté d'un.e primo-congressiste qui parle mais après tout, certain.es renouent de congrès en congrès. Il y a aussi cet enjeu de transmission, les pratiques et les codes, les affinités et les tensions. Une inertie et une tradition à la fois rassurante et frustrante parfois. Au moins le prochain sera moins intimidant.

Lo Conche (section Victor Hugo/Nanterre)

Des voix unies pour parler d'un syndicat se revendiquant féministe

La voix féminine, avec une représentativité de 52% durant le congrès, se veut tout d'abord délibérative, représentant 86 congressistes votant.

Le militantisme CGT Educ' passe par une voix féministe revendiquée, par une pratique visible non-mixte à travers la Collective nationale et les structures académiques et/ou départementales de plus en plus émergentes. Le SDEN 92 a d'ailleurs rappelé son investissement dans cette initiative militante.

Durant le congrès, les chants de luttes souvent entonnés par les camarades bretonnes ont porté de manière originale et fédératrice le débat féministe ravivant le combat et l'évolution historique dans les consciences. Ce fut tout d'abord le chant des Marais (QR code 1, ci-dessous), réécrit par le MLF, puis celui des sardinières de Douarnenez (QR code 2) combattant le fascisme et le patronat qui ont scandé les moments forts du congrès.

Flashez pour écouter (1) !



Flashez pour écouter (2) !



Aussi, le débat sur l'extrême-droite a remis au centre la question féministe et ainsi le combat à mener : Pauline SCHNEGG a expliqué que les haines se cristalliseraient envers celles qui tenteraient d'efféminer la société.

La question de l'Ecole émancipatrice est posée : des camarades du Collectif Femmes et Mathématiques déplorent la chute significative de la représentativité féminine dans les options mathématiciennes depuis 1994 avec la Réforme Blanquer. Elle n'a fait que renforcer l'élitisme genré.

Avec la présence discrète d'Alain VRIGNAUD, président de l'IHS-FERC, une date est à retenir, apparaissant dans le bulletin de liaison de l'IHS n°13 : celle du colloque du jeudi 9 juin 2022 qui présentera l'évolution des revendications féministes dans la CGT ainsi que les formes d'organisation des militantes des dernières décennies.

Les voix ont été unanimes sur l'idée que le combat féministe s'amplifiera d'autant plus avec le soutien des militant-es sensibilisé-es. De facto, il s'agit de l'affaire de tous et toutes de s'emparer de la question, étendue à l'interpro – les femmes représentant plus de la moitié des personnes actives, pour l'égalité salariale et professionnelle et la syndicalisation massive des métiers féminisés. Loin d'être une priorité de la mandature Macron, les AESH ont en première ligne lors de la mobilisation du 5 avril et continueront à faire entendre leur droit pour une profession moins précaire contribuant à la féminisation de la profession. Le gouvernement n'a fait qu'aggraver l'institutionnalisation des inégalités hommes-femmes.

Katy ODOARD (section C. Chappe/Nanterre)

Le bilan de la politique éducative Blanquer/Macron ou celui d'une destruction

Nous sommes au mois d'avril 2022, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle. Il est difficile de penser au prochain mandat sans faire le bilan du président-candidat Macron et de son ministre de l'Éducation Nationale Blanquer : le dédoublement des classes de la GS au CE1 en éducation prioritaire qui a été la caution « sociale » du gouvernement, la réforme de la voie pro, le nouveau bac général et techno... Pour les enseignant-es des 1^{er} et 2nd degrés le bilan est catastrophique car nous n'avons jamais été écouté-es et nous avons surtout été méprisé-es.

La réforme de la voie pro et la promotion de l'apprentissage

En réduisant drastiquement les heures en enseignement général pour les élèves de bac pro et de CAP, la réforme de la voie pro a été emblématique de la politique de Macron en matière éducative. Alors que l'École devrait être selon nous un lieu d'épanouissement et d'émancipation des jeunes, elle est pour Macron un outil visant à les trier pour les adapter au mieux aux exigences du marché du travail. L'enseignement général en voie pro est donc réduit à la portion congrue, schématiquement pour que les futur-es salarié-es sachent lire une notice. La mise en place des familles de métier a de plus créé un nouveau palier d'orientation subie.

Parallèlement, pour affaiblir encore le lycée pro et pour fournir au patronat une main d'œuvre bon marché, le gouvernement a favorisé l'apprentissage en développant des aides publiques aux entreprises, en fermant des formations sous statut scolaire ou en permettant la mixité des publics élèves – apprenti-es dans les classes. D'après son programme, Macron souhaite aller encore plus loin dans l'apprentissage et dans la place des entreprises à l'école en allongeant les périodes de formation en milieu professionnel.

La réforme du lycée GT et du bac

L'organisation des enseignements a été modifiée en profondeur par cette réforme : spécialisation précoce, disparition des mathématiques du tronc commun, partage de certaines spés entre plusieurs disciplines, éclatement du groupe classe, etc. En ce qui concerne les mathématiques, il serait question qu'elles réapparaissent dans le tronc commun dès la rentrée 2022. Si cette annonce électoraliste de Macron est appliquée, elle sera financée en HSA et en faisant appel à des contractuel-les, alors que des centaines n'ont pas été renouvelé-es l'an dernier. Il reste que les chiffres sont têtus : « Il y avait 90 % des élèves de terminale qui avaient un enseignement en mathématiques avant sa réforme. On est tombé à 59 %. » Cela a eu de plus un impact sur l'orientation dans les filières scientifiques pour les filles. Quand on sait que l'égalité femmes-hommes était une grande cause du quinquennat, on ne peut que rire jaune !

La réforme du bac a, elle, fait passer 40% de l'évaluation en contrôle continu intégral, cassant le caractère national du bac et donnant une importance démesurée aux deux enseignements de spécialité maintenus en terminale. Le fiasco des E3C a été bien organisé pour aboutir à ce qui était la volonté initiale du gouvernement. Les sources d'inégalités entre les élèves ont explosé et les rapports entre les élèves et les enseignant-es, devenu-es certificateur-trices permanent-es, ont été profondément bouleversés.

Mise au pas dans le 1^{er} degré

Pendant 5 ans, Blanquer a répété à l'envi que le 1^{er} degré était la priorité du gouvernement. Il a pleinement utilisé sa mesure de dédoublement des classes de CP et CE1 en REP/REP+ pour démontrer cette assertion. Ce dispositif a pourtant été financé en partie en prenant sur les autres classes.

Suite page suivante...

La priorité a surtout été de restreindre la liberté pédagogique et de renforcer les hiérarchies intermédiaires. On l'a vu avec le recentrage sur les « fondamentaux », via notamment le plan de formation français et maths, ou encore avec les diverses tentatives de faire des directeur-trices des supérieur-es hiérarchiques. Un temps abandonné à la suite des mobilisations contre la loi Blanquer, cette mesure a été partiellement réalisée à travers la loi Rilhac. L'expérimentation menée à Marseille va bien plus loin en étendant largement les prérogatives des directions d'école, y compris un pouvoir dans les affectations des personnels.

Il n'a jamais été question en revanche de s'attaquer aux graves problèmes que connaît l'école comme, par exemple, les manques flagrants en termes de remplacements, avec les incitations plus ou moins officielles faites aux parents de garder leurs enfants en cas d'absence.

Et bien d'autres choses...

La politique de Macron en matière éducative a fait de nombreux autres dégâts en seulement 5 ans. On pense notamment à la mise en place des PIAL qui a considérablement dégradé les conditions de travail des AESH et a fortement fragilisé l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Malgré la lutte des AESH organisée à de nombreux endroits, le gouvernement n'a rien cédé à ces personnels précaires.

On pense aussi à la création de Parcoursup pour les élèves de Terminale qui a aggravé la sélection dans les formations du supérieur. Des élèves se retrouvent sans aucune proposition d'orientation et de plus en plus de familles sont prêtes à payer des écoles privées pour être sûres de voir leur enfant avoir une formation pour le mois de septembre suivant, voire à faire appel à des conseiller-es Parcoursup privé-es.

Citons encore, parmi d'autres attaques, les remises en cause de l'éducation prioritaire, les plans d'évaluation des écoles et établissements ou la réforme de la formation initiale des enseignant-es.



Outre ces bouleversements profonds, il restera de ce mandat le sentiment d'avoir été méprisé-es de bout en bout. Les ordres et contre-ordres se sont succédés par voie de presse. Les suppressions de postes ont été nombreuses chaque année, en particulier dans le 2nd degré. Loués dans les médias par le ministre, les personnels n'ont jamais vu leurs salaires augmenter, mises à part quelques primes pour une partie seulement des agents. L'augmentation indiciaire que nous réclamons avec force, lorsqu'elle est envisagée, est toujours associée à une augmentation de la charge de travail.

En 2019, quand Blanquer a dévoilé sa loi pour une école de la confiance, on scandait en manifestation « la confiance cela se gagne, cela ne se décrète pas ! » On pourrait dire exactement cela en 2022. On pourrait même parler d'un sentiment de défiance.

Amal Navailh (section Prévert/ Boulogne)

Maxime Pouvreau

Sur le web



 cgteduc92.ouvaton.org
 <https://www.cgteduc-versailles.fr/>
(site académique)

Nos permanences syndicales à Nanterre

Attention : il est préférable de prendre rendez-vous ou d'appeler avant de venir car il peut arriver que nous soyons dans l'obligation d'accompagner un établissement ou un collègue en audience.

Mercredi	Vendredi
9 h - 12h	09h - 12h
	14h - 17h

Nous contacter

 **CGT Educ'action 92**
32-34 av des Champs Pierreux
92000 NANTERRE
 06 31 33 47 55
1er degré 06 40 58 25 46
2nd degré 06 38 79 32 38